Rôle du français dans l'accès aux services de santé et dans l'intégration des immigrants francophones de Sudbury au Canada

Amélie HIEN

Université Laurentienne, Sudbury, Canada

Résumé : Les tendances démographiques du Nord de l'Ontario sont inquiétantes à plusieurs égards : vieillissement de la population, taux de natalité inférieur au taux de mortalité, émigration des jeunes et de la population active vers d'autres régions. Afin de contrer certaines des conséquences négatives que cela pourrait avoir sur la communauté francophone et le développement socioéconomique de la région, l'immigration est considérée comme une solution. Or, pour que des immigrants, d'une immigration volontaire ou forcée, puissent s'installer, s'adapter et s'intégrer dans un nouvel environnement tout en y contribuant sur les plans démographique, culturel, politique, social et économique, il est indispensable qu'ils puissent accéder à divers services, notamment aux services de santé. Il importe également qu'ils puissent réussir à s'intégrer sur le plan socioprofessionnel, car de cela dépendent leur survie, leur épanouissement ainsi que le niveau de leur contribution dans leur communauté. Basé sur des recherches documentaires, cet article tente de comprendre si le fait d'être locuteur du français est un atout ou au contraire un handicap dans l'accès aux services de santé et dans l'intégration socioprofessionnelle des immigrants francophones qui choisissent de s'établir dans le Nord-est ontarien et plus particulièrement à Sudbury.

À partir de données statistiques, l'article présente quelques enjeux de la décroissance de la population francophone en Ontario, décroissance qui entraine la promotion de l'immigration francophone dans la province et plus particulièrement dans le Nord de celle-ci. Il donne aussi un aperçu de l'immigration générale et francophone au Canada. Ensuite, l'article montre qu'en dépit de la Loi sur les services en français de l'Ontario, l'accessibilité et la qualité des services de santé en français laissent à désirer. En effet, même si des améliorations sont survenues depuis l'entrée en vigueur de cette Loi en 1989, la disponibilité et la qualité des services de santé en français ne sont garanties ni pour l'ensemble des francophones ni pour les immigrants francophones vivant en situation linguistique minoritaire à Sudbury. L'article présente quelques conséquences de cette situation pour les bénéficiaires et pour les prestataires des services de santé. Pour ce qui est du rôle du français dans l'intégration des immigrants francophones, cette contribution s'intéresse surtout au volet emploi et à son pendant chômage afin de voir quelle influence peut avoir sur eux le fait d'être francophone dans le Nord ontarien et à Sudbury. Il appert que « Les immigrants d'expression française à l'extérieur du Québec affichent des taux de chômage plus élevés que les francophones nés au Canada et que les immigrants non-francophones » (IRCC, 2017). La situation n'est pas différente dans le Nord de l'Ontario pour les immigrants récents, même si « il est plus probable que les immigrants dans le Nord ontarien possèdent ou dépassent la scolarité requise pour l'emploi » (Zefi, 2019). Cette situation est encore plus pernicieuse pour les immigrants non-caucasiens ou issus de communautés ethnoculturelles. Or, selon le recensement de la population de 2016, les immigrants francophones récents de l'Ontario sont majoritairement originaires d'Afrique (41% pour l'Ontario et 76% pour le Nord de la province) et 57% de

ces immigrants récents du Nord de l'Ontario se sont établis à Sudbury (IPN/NPI, 2019). Nous pouvons donc en déduire que l'intégration professionnelle de ces immigrants francophones n'est pas chose aisée. Par conséquent, même si langue française est un atout, sa seule maitrise ne suffit pas à garantir un accès efficace aux services et une intégration socioprofessionnelle ni dans le Nord de l'Ontario, ni à Sudbury où l'anglais demeure la langue majoritairement utilisée. Il est donc nécessaire que les futurs immigrants désireux de s'installer dans ces régions soient conscients de cela, mais aussi et surtout que des dispositions concrètes soient prises pour faciliter leur intégration. Pourquoi les attirer si on ne peut favoriser leur intégration ?

Mots-clés : Immigration francophone, santé, intégration, français, Sudbury, Canada

Introduction

Les tendances démographiques[1] du Nord de l'Ontario sont inquiétantes, entre autres, à cause du vieillissement de la population, du taux de natalité qui est inférieur à celui de mortalité, de l'émigration des jeunes et de la population active vers d'autres régions. Afin de contrer certaines des conséquences néfastes que cela pourrait avoir sur la communauté francophone et le développement socioéconomique de la région, l'immigration est considérée comme une solution.

Alors, l'Ontario et plus particulièrement le Nord de cette province ainsi que la ville du Grand Sudbury cherchent, par divers moyens, à attirer des immigrants francophones. Face à des campagnes d'attraction de plus en plus intensives, l'on est en droit de se demander si les conditions sont réunies pour favoriser l'installation, l'adaptation, l'intégration socioprofessionnelle et l'épanouissement de ces nouveaux immigrants francophones, car de cela dépendra la part de contribution qu'ils pourront effectivement apporter à leur communauté d'accueil sur les plans culturel, politique, social et économique.

À partir de recherches documentaires, cet article montrera tout d'abord le poids démographique des populations francophones au Canada et en Ontario. Ensuite, il tentera d'analyser le rôle du français dans l'accès aux services de santé et dans l'intégration des immigrants francophones dans le Nord-est de l'Ontario et notamment à Sudbury. Il s'intéressera donc à cette langue selon trois perspectives. D'abord, en présentant quelques enjeux de la décroissance de la population francophone en Ontario, décroissance qui entraine la promotion de l'immigration francophone. Ensuite, il revisitera l'efficacité du français dans l'accès aux services de santé pour les immigrants francophones en situation linguistique minoritaire. Enfin, il questionnera l'importance de la langue française dans l'intégration socioprofessionnelle de ces immigrants francophones dans leur nouveau milieu d'accueil.

1 Objectifs

Cet article vise à vérifier si le fait d'être locuteur du français est un atout ou au contraire un handicap dans l'accès aux services de santé et dans l'intégration socioprofessionnelle des immigrants francophones qui choisissent de s'établir dans le Nord-est

[1] Cet article a été rédigé à la suite d'une communication qui a été donnée à Istanbul, en Turquie, en novembre 2019. Les données qui sont utilisées ici sont donc, pour la plupart, antérieures à cette date. Par conséquent, entre la rédaction de l'article (novembre 2019) et sa publication (fin 2021), certaines d'entre elles auront évolué.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

ontarien et plus précisément à Sudbury. De manière plus spécifique, il permettra de comprendre :

- les motivations des actions visant à attirer davantage d'immigrants francophones en Ontario et à Sudbury,
- les défis et les enjeux particuliers dans l'accès aux services de santé pour les immigrants francophones de Sudbury,
- les défis auxquels sont confrontés les immigrants francophones dans leur quête d'intégration professionnelle.

2 Aperçu contextuel : le français et l'anglais au Canada, en Ontario et à Sudbury

2.1 Au Canada

Les dix provinces et les trois territoires qui composent le Canada (voir Carte 1.) sont majoritairement anglophones car, officiellement, le pays comporte une seule province francophone et une seule bilingue ; ce sont respectivement le Québec et le Nouveau Brunswick.



Carte 1. Provinces et territoires du Canada (Source : ALLOPROF, 2020)

Les francophones y sont donc en situation linguistique minoritaire, même si le français et l'anglais sont les deux langues officielles du pays. En effet, sur les 34 767 250 Canadiens recensés en 2016, selon leur connaissance des langues officielles, les locuteurs du français représentent seulement 11,9 % de la population, ceux de l'anglais, 68,1 %, tandis que ceux qui parlent les deux langues (anglais et français) représentent 17,9 % de la population. À côté de ceux-ci, il y en a qui n'ont aucune connaissance des deux

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

langues officielles et qui représentent 1,9 % de la population canadienne (Statistique Canada, 2020a). Cette dernière catégorie ne sera pas mentionnée dans le reste du texte.

2.2 En Ontario

L'Ontario est la province qui abrite la ville du Grand Sudbury. Cette province est la plus populeuse du pays. La communauté francophone y est en situation minoritaire, même si elle constitue, en nombre, la plus forte communauté francophone du pays en dehors du Québec[2]. En effet, selon la PLOP[3], sur 12 722 065 Ontariens en 2011, 11 844 580 parlaient anglais, 500 270 le français et 84 230 à la fois le français et l'anglais (Statistique Canada, 2020c). En 2016, sur une population estimée à 13 312 865, 12 394 325 étaient locuteurs de l'anglais, 504 130 des locuteurs du français et 92 940 parlaient à la fois l'anglais et le français (Statistique Canada, 2020d). Toutefois, lorsque l'on prend en considération la définition inclusive de francophone (DIF) adoptée par la province en 2009, le nombre des francophones augmente légèrement. En effet, la DIF considère comme francophones en Ontario,

> « les personnes pour lesquelles la langue maternelle est le français, de même que les personnes pour lesquelles la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, mais qui ont une bonne connaissance du français comme langue officielle et qui utilisent le français à la maison » (Office des Affaires francophones de l'Ontario, 2009).

C'est donc une définition qui ratisse large et qui permet de comptabiliser, selon les données du recensement de 2011 et de 2016, respectivement 611 500 et 622 415 francophones ; ce qui représente, entre ces deux périodes de recensement, une augmentation du nombre des francophones dans la population ontarienne d'à peu près 2% (10 915 personnes). En proportion, les Franco-Ontariens ne représentent qu'environ 4,7% de la population de la province. Cependant, si leur nombre a subi une légère hausse au fil des ans, leur proportion dans la population ne cesse de diminuer et cela, depuis 1986 comme le montre le tableau suivant :

Tableau 1. Proportion de la population francophone en Ontario. (Source : Ministère des Affaires francophones, 2016)

Année	Population francophone	Proportion
1986	555 450	6,2 %
1991	550 215	5,5 %
1996	555 605	5,2 %
2001	578 155	5,1 %
2006	582 695	4,8 %
2011	611 500	4,8 %
2016	622 415	4,7 %

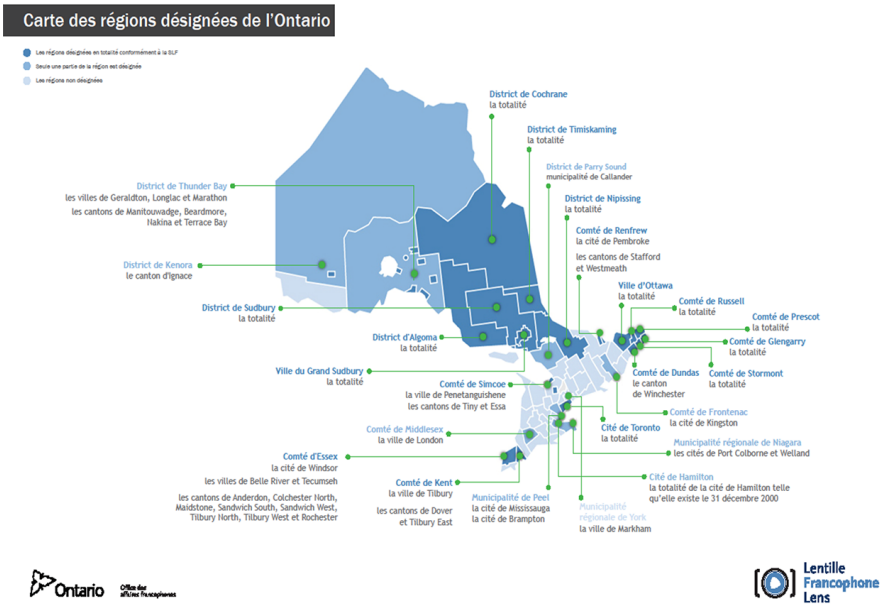
[2]Au Nouveau Brunswick, en 2016, les francophones étaient au nombre de 238 865, soit 32,4% de la population qui, elle, était alors estimée à 736 285 (Aménagement linguistique dans le monde, 2020).

[3]PLOP : Première langue officielle parlée.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

2.3 Dans le Grand Sudbury

La ville du Grand Sudbury a vu le jour en 2001, lorsqu'ont été regroupées, sous une seule administration municipale, la ville de Sudbury et les petites localités environnantes qui sont Capreol, Nickel Centre, Rayside-Balfour, Onaping Falls, Vallée Est et Walden. Le Grand Sudbury, aussi appelé la Capitale du Nickel[4] au Canada, est situé dans le Nord-est de l'Ontario dont il constitue la plus grande ville avec une population d'environ 161 647 habitants. Il occupe le 2^{e} rang au pays pour sa superficie de 3 239,02 km^{2}. Selon la PLOP, la ville compte environ 40 500 francophones, 111 835 anglophones, ainsi que 845 locuteurs de l'anglais et du français. En 2011, sur 158 705 habitants, ces chiffres étaient respectivement de 42 115, 115 435 et 825 (Statistique Canada, 2020a). Comme on peut le voir, les francophones représentent ici une minorité linguistique importante et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la ville est désignée bilingue en vertu de la Loi sur les services en français de l'Ontario. Cette loi, appelée aussi Loi 8, qui a été adoptée en 1986 et qui est entrée en vigueur en 1989, donne le droit aux Franco-Ontariens de recevoir des services du gouvernement provincial en français dans les 26 régions désignées (voir carte 2 ci-dessous) qui sont, entre autres, soit des villes qui comptent au moins 5000 francophones soit des régions qui ont au moins 10 % de francophones dans leur population (Ministère des Affaires francophones, 2019).



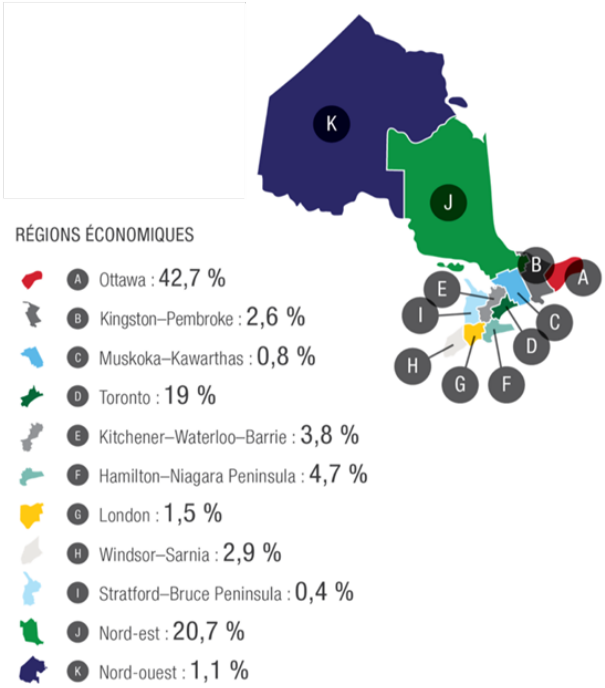
Carte 2 : Les régions désignées de l'Ontario. (Sources : Office des Affaires francophones de l'Ontario, 2020)

[4]Le secteur minier représente le pilier de l'économie du Grand Sudbury.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

3 Décroissance des populations francophones et du Nord en Ontario : situation et enjeux

Avant d'analyser l'évolution de la population francophone dans le Nord de la province, voyons tout d'abord comment ces francophones sont répartis à travers l'ensemble de la province. Comme nous pouvons le voir infra, dans la carte 3, les francophones sont plus nombreux dans la région de la capitale nationale, Ottawa (42,7%), dans le Nord-est (20,7%) et dans la région de la capitale provinciale, Toronto (19%).



Carte 3 : Poids démographique des francophones de l'Ontario, selon ses régions économiques. (Source : Commissariat aux langues officielles, 2019)

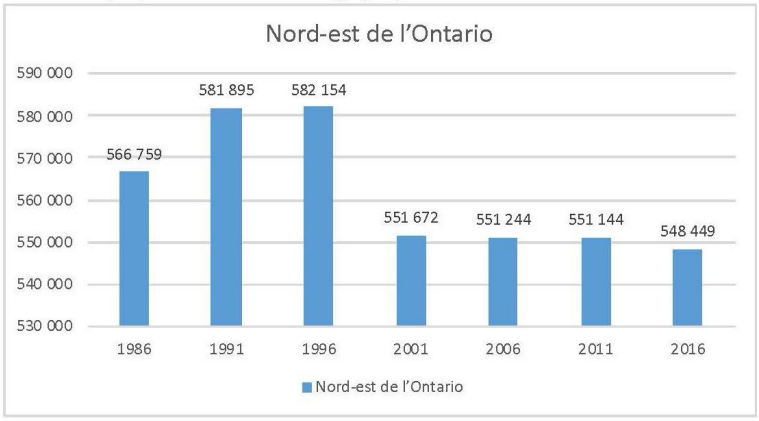
3.1 Décroissance des populations du Nord-est et de Sudbury

Le Nord-est ontarien est la région dans laquelle se trouve la ville du Grand Sudbury. C'est la raison pour laquelle nous donnons un aperçu de l'évolution de sa population avant d'en arriver à l'analyse de la population Sudburoise. La population du Nord-est de l'Ontario a subi une baisse constante entre 1996 et 2016, en passant de 582 154 (en 1996) à 551 672 personnes (en 2001) et à 548 449 personnes en 2016 comme l'indique le Graphique 1 ci-dessous.

En ce qui a trait à la population du Grand Sudbury, elle a également subi une baisse entre 1996 et 2001, en passant de 165 336 à 155 268 habitants. Même si cette population connait une légère hausse depuis, elle demeure tout de même inférieure à celle de 1996, car le recensement de 2016 estimait cette dernière à 161 647 habitants (Moaz-

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

zami, 2019). La décroissance que l'on constate ici s'explique par plusieurs facteurs, notamment la baisse de la natalité ainsi que la migration intra provinciale très marquée. Ensemble, ces deux phénomènes créent un déficit que l'immigration ne parvient pas à combler, comme cela apparait dans le tableau suivant.



Source : Statistique Canada, recensement de la population, diverses années.

Graphique 1 (Tiré de Moazzami, 2019, 9).

Tableau 2 : Évolution des sources démographiques du Grand Sudbury entre 2007 et 2017 (Source : tableau adapté d'IRCC[5], 2019, 2)

Années	2007	2017
Croissance naturelle (les naissances moins les décès)	+89	-79
Migration intra provinciale nette	+448	-384
Immigration (générale)	+112	+162

3.2 Quelques enjeux de la décroissance de la population et du nombre de francophones

De nombreux travailleurs du Grand Sudbury ont plus de 55 ans et sont donc proches de la retraite. Cela se constate dans plusieurs domaines comme le mentionne IRCC (2019) : transport (31%), administration publique (27%), services professionnels (27%), finance et assurance (27%), autres services (25%), exploitation minière (19%), etc.

De plus, en analysant la composition de la population à travers le temps, les projections indiquent une augmentation du nombre de personnes de 65 ans ou plus (de 18,3 % en 2017 à 27,7 % en 2041) ainsi qu'une diminution chez les 20 à 64 ans (de 61,3 % en 2017 à 53,5 % en 2041) (Moazzami, 2019). Il est par conséquent aisé d'entrevoir des répercussions négatives de cette situation sur la main d'œuvre et sur le développement économique de la région, si rien n'est fait pour juguler cette tendance démographique à la baisse.

De plus, comme nous l'avons montré plus haut, même si Sudbury fait assez bonne figure dans le portrait global en ce qui concerne sa population francophone qui est

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

passée de 40 005 à 43 720 entre 2011 et 2016 (*ibid.*), la proportion des francophones, elle, diminue au sein de la population ontarienne (*cf.* tableau 1.). Cette décroissance s'accompagne de la diminution de la population active francophone et de l'augmentation du nombre de personnes dépendantes dans le Nord de l'Ontario et en particulier à Sudbury. Tout cela a évidemment des conséquences non seulement sur le développement socioéconomique (Statistique Canada, 2017) mais aussi sur la vitalité linguistique de la communauté francophone si rien n'est entrepris pour renverser la tendance. C'est ainsi que les gouvernements fédéral et provincial ont convenu que l'arrivée d'immigrants francophones était indispensable pour palier le problème (IRCC, 2016 et 2018).

4 Le Canada et l'immigration

4.1 Aperçu de l'immigration au Canada et en Ontario

Qu'ils soient des immigrants économiques (investisseurs), parrainés par leur famille, des réfugiés ou des immigrants classés dans une autre catégorie, ils sont nombreux à s'installer au Canada chaque année. Par exemple, entre 2011 et 2016, ce sont plus de 1,2 millions d'immigrants que le Canada a accueillis. Lors du recensement de 2016, ils représentaient 21,9% de la population canadienne (Statistique Canada, 2020b). Selon une projection, les Canadiens nés hors du pays représenteraient près du 1/3 de la population en 2031 (La Presse, 2010).

Les francophones sont peu nombreux dans la population immigrante. En effet, selon la PLOP, ils étaient au nombre de 172 735 (14,3%) sur les 1 212 075 immigrants arrivés entre 2011 et 2016. En 2016, sur plus de 7,5 millions d'immigrants recensés sur le sol canadien, seulement 812 375 avaient indiqué le français comme PLOP (Statistique Canada, 2020b).

L'Ontario est la province qui accueille le plus grand nombre d'immigrants. En 2006, plus de la moitié des immigrants du pays, soit 3 398 725, se retrouvaient en Ontario. En outre, de 2012 à 2016, ce sont plus de 510 000 résidents permanents qui s'établissent en Ontario (Statistique Canada, 2017). Par ailleurs, dans la catégorie des réfugiés et dans le sous-groupe des réfugiés syriens, de novembre 2015 à mai 2017, le Canada a admis près de 46 000 personnes dont 44% installés en Ontario (Statistique Canada, 2019).

Lorsque que l'on porte un regard sur la dispersion de ces immigrants sur l'étendue de la province, il s'avère que ceux-ci s'installent majoritairement dans les grands centres comme Toronto et Ottawa (IPN[6] / NPI, 2016). Ainsi, pour augmenter la démographie dans le Nord-est et, en particulier, la proportion des francophones dans la population, « nous ne devons pas qu'augmenter nos niveaux d'immigration, nous devons aussi changer les endroits où les immigrants vont » (*ibid.*, 2016).

C'est ainsi qu'une cible basée sur le poids démographique des francophones dans la province a été fixée. On considère donc que la cible de 5 % pour l'immigration

[6]Institut des politiques du Nord / *Northern Policy Institute*

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

francophone en Ontario est importante pour l'avenir de la province et le maintien de la proportion des francophones dans sa population.

Pour ce qui est du Nord de la province, étant donné que les francophones représentent environ 22% de la population du Nord (Nord-est et Nord-ouest) de l'Ontario (voir carte 3), pour maintenir ce poids démographique, cette région devrait recevoir chaque année, environ 1249 immigrants francophones (IRCC, 2016).

Ces cibles sont cependant loin d'être atteintes. En effet, lors du recensement de 2016, les immigrants francophones récents, c'est-à-dire ceux qui sont arrivés moins de cinq ans avant l'année du recensement, donc entre 2011 et 2016, étaient répartis comme suit : 1,1 % dans le Nord, 28,5 % dans l'Est et 70,4 % dans le Centre-Sud-ouest[7]. Ce sont en tout 230 francophones qui sont considérés comme des immigrants récents dans tout le Nord de l'Ontario pour cette période. On est donc très loin du compte. Dans le Grand Sudbury, pour la même période de recensement, les immigrants francophones récents étaient estimés à 110 (IRCC, 2019). Pourtant, leur taux de rétention ne pose pas de problème comme le montre la section suivante.

4.2 Du taux de rétention des immigrants

Le taux de rétention des immigrants 5 ans après leur admission en 2011 est plus élevé en Ontario, où il est de 91%, que partout ailleurs au Canada. Cela signifie que sur 100 immigrants qui sont arrivés en Ontario en 2011, 91 demeuraient toujours dans cette province en 2016 (Statistique Canada, 2018).

Par ailleurs, une étude basée sur des données longitudinales et portant sur la rétention durant les 5 années suivant chacune des vagues d'immigrants admises en 1990, 1995, 2000 et 2005 a montré que les communautés de langue officielle en situation minoritaire avaient un meilleur taux de rétention des immigrants francophones que les communautés de langue officielle en situation majoritaire hors-Québec (Haan, Arbuckle et Prokopenko, 2017). Cela explique sans doute pourquoi, même si le Grand Sudbury n'en attire pas beaucoup, il a un taux élevé de rétention des immigrants francophones. En effet, en 2016, ce taux était de 93,7% pour les immigrants francophones qui y étaient installés depuis plus de 5 ans (Statistique Canada, 2018).

Au regard de ce qui précède, on peut avancer que le problème réside davantage dans l'attraction des immigrants francophones en Ontario et à Sudbury plutôt que dans leur rétention.

La question se pose donc de savoir pourquoi il est si difficile d'accueillir des immigrants francophones dans le Nord-est et dans la ville du Grand Sudbury. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation, mais cet article n'en explorera que deux : le rôle du français dans l'accès aux services, plus spécifiquement dans l'accès aux services de santé, ainsi que son rôle dans l'intégration professionnelle des immigrants francophones.

[7] Lors de ce recensement, 5 915 francophones classés comme immigrants récents habitaient dans l'Est de l'Ontario dont 94% d'entre eux à Ottawa. La majorité de ces immigrants francophones se retrouvent donc dans les grandes villes du Centre et du Sud de la province.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

5 L'accès aux services de santé en français à Sudbury

5.1 De la situation

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur les services en français (LSF) en 1989, on se serait attendu à ce que des dispositions soient en place pour permettre que les professionnels de la santé, dans des structures désignées en vertu de la LSF et dans celles relevant des instances provinciales, puissent communiquer avec les patients, qu'ils puissent les comprendre et qu'ils parviennent à répondre, seuls ou en équipe, à leurs besoins en matière de services de santé. Or, même si des améliorations ont été enregistrées ici et là, plusieurs études révèlent des difficultés parfois linguistiques[8], parfois linguistiques et culturelles[9], pouvant nuire à la communication lors de la dispensation des soins et des services de santé aux francophones et aux immigrants francophones vivant en situation linguistique minoritaire à Sudbury. Et, pour cause : il est inimaginable de voir, dans le secteur public en Ontario, un professionnel du domaine de la santé pratiquer sans posséder une maîtrise de la langue anglaise, mais il est courant de trouver des intervenants qui n'ont aucune connaissance du français ; des prestataires de services unilingues anglophones.

5.2 Quelques défis linguistiques

Lorsqu'un immigrant a une maitrise médiocre de l'anglais ou lorsqu'il est unilingue francophone, des difficultés de communication peuvent surgir dans sa quête de services de santé. Celles-ci peuvent aller, par exemple, de l'incapacité à exposer convenablement ses problèmes de santé à celle de comprendre le diagnostic posé par le médecin. Ces difficultés peuvent aussi concerner la compréhension des causes et des traitements d'une maladie, les conseils donnés quant à la conduite à tenir pour soigner cette dernière, améliorer sa santé ou prévenir d'autres problèmes de santé. Les témoignages suivants en sont des illustrations provenant de participants ayant pris part à des études qui portaient sur l'accessibilité et la qualité des services de santé en français pour les immigrants francophones dans le Grand Sudbury.

> « Et tu sors d'une consultation avec toujours des inquiétudes. Est-ce que le docteur ou l'infirmier a compris ce que je voulais lui dire à travers mon mal ? Est-ce qu'il a compris la description, est-ce que le médicament qu'il a prescrit correspond au mal que je lui ai expliqué ? Donc il y a un doute qui est là. Psychologiquement la personne est toujours malade. Et il y a un stress qui se crée. Peut-être que ça augmente le mal de la personne. Ça peut être une des raisons pour lesquelles les gens préfèrent s'automédiquer. » (Hien et Giroux, 2013, 186).

L'évaluation du patient, la précision du diagnostic, le lien de confiance entre prestataires et bénéficiaires de services sont donc ici en jeu. Or, le manque de confiance du patient dans la capacité du médecin à poser un bon diagnostic peut conduire celui-ci

[8] Belanger, 2003 ; Bouchard, 2001 ; Picard et Allaire, 2005 ; Hien, 2016 ; Hien et Corbeil, 2015 ; Sanou, Gauthier, Hien, Michel et Timony, 2020 ; Lavoie, Larocque, Hien, St. Onge et Mageau, 2016 ; etc.

[9] Hien, 2015 ; Hien et Giroux, 2013 ; Hien et Lafontant, 2013 ; etc.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

à ne pas respecter les consignes qu'il reçoit, à éviter de consulter des professionnels de santé pour d'autres problèmes et, par conséquent, à pratiquer l'automédication : « au fur et à mesure que les frustrations se sont accumulées, j'ai développé une résistance face aux consultations. J'ai appris alors à m'autosoigner et à soigner mes enfants » (*ibid.*, 184).

Du côté des prestataires de services, l'incapacité de bien saisir les propos d'un malade peut conduire à un mauvais diagnostic ; ce qui pourrait non seulement retarder une prise en charge efficace de ce malade ou aggraver son problème, mais aussi coûter plus cher au système de santé. Ces problèmes de communication ne sont pas sans conséquence non plus sur les prestataires de services désireux de bien faire leur travail. Certains d'entre eux soulignent justement ce qui suit :

> It's like … He doesn't even understand me, why I'm even talking. Why I am even trying. People can also get frustrated because we have to keep in mind these are usually newcomers, even they are francophone from another province they are new here and they are usually not comfortable. If somebody desperately need help and there is no help because of the language barrier, he will just give up. (Hien, 2016, 228).
>
> I feel frustrated because on my own poor French language skills (…) Very frustrated, because this is very serious matter and health is very important, I can only Imagine how bad it could be. (*ibid.*)

Dans un tel contexte de prestation de services, l'on a souvent recours à des aides, des 'traducteurs / interprètes de circonstance', c'est-à-dire des personnes qui ne sont ni du domaine de la santé ni des interprètes de formation mais qui sont sollicitées, parce qu'elles sont juste sur place et qu'elles ont une certaine connaissance du français et de l'anglais.

> Usually they come in with someone who can translate. (…) If they don't have family to translate, we ask someone who works in the office to translate (…) it's really hard. It could be anyone (…) who can help out … by translating. (Hien, 2016, 226)

Cette pratique qui consiste à faire appel à ces 'traducteurs / interprètes de circonstance' peut constituer un danger. En effet, il n'y a aucune certitude quant à leur niveau de maitrise de ces langues, ni de la fidélité des messages qu'ils transmettent aux parties impliquées. Non seulement faut-il questionner les enjeux éthiques d'une telle situation notamment pour les intervenants et pour les patients, mais aussi faut-il en mesurer les risques et les conséquences sur le patient et le système de santé.

En outre, à cause de la barrière linguistique, certains francophones et immigrants francophones ne peuvent même pas donner de consentement éclairé lors de décisions importantes à prendre au sujet de leur santé.

> « Lorsque j'avais subi une chirurgie aux seins, j'avais demandé à avoir un chirurgien qui parle français. Mais sans succès, j'ai eu une interprète sans

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

> compétence […]. Le médecin se disait bilingue, mais dans le fond, tout était en anglais. Une chose est sure, j'ai dû subir, parce que je n'avais pas le choix. Est-ce qu'il fallait ou non faire la chirurgie ? Je l'ai faite, mais… Même si les médecins, gynécologues et infirmières sont gentils, s'ils ne parlent pas ta langue, c'est très difficile pour le patient ». (Hien et Giroux, 2013, 185).

En dépit du fait que Sudbury est une région désignée en vertu de la Loi sur les services en français[10], les services ne sont pas toujours disponibles en français. Dans l'étude de Hien et Giroux (*ibid.*), 63,8% des répondants disaient ne pas avoir la possibilité de décider de la langue de consultation chez le médecin, car le plus souvent c'est l'anglais qui leur est imposé.

Le niveau de littératie en santé des immigrants francophones est concerné de ce fait, car la littératie en santé est comprise ici comme découlant des connaissances d'un individu et de la capacité qu'a ce dernier à les mettre en application pour naviguer à travers le système de santé, trouver, comprendre, analyser et utiliser les informations du domaine de la santé dans le but de prendre des décisions éclairées à titre préventif ou thérapeutique (prévention ou traitement des maladies, promotion de la santé ou amélioration de la qualité de la vie)[11].

Même avec des prestataires de services francophones, d'autres problèmes peuvent survenir. En effet, dans la mesure où toute langue vivante est caractérisée par sa variation et sa variabilité, l'usage de régionalismes peut nuire à la communication. Par exemple, dans les pays d'Afrique subsaharienne, 'angine' désigne généralement « amygdalite » ou « pharyngite », soit des inflammations de la gorge. Or, chez les professionnels du domaine de la santé au Canada, le terme « angine » désigne en général l'« angine de poitrine » (*angina* en anglais) qui, quand elle est instable, fait alors partie du syndrome coronarien aigu, une situation d'urgence médicale. Par ailleurs, « avoir mal au cœur » chez un Franco-Ontarien ne signifie pas forcément avoir des problèmes cardiaques comme cela est généralement entendu en Afrique francophone, mais bien souvent « avoir la nausée ». Donc, des termes employés spécifiquement ici ou ailleurs peuvent entrainer des problèmes dans la communication, problèmes qui, à leur tour, peuvent affecter le temps nécessaire pour poser un bon diagnostic et assurer une prise en charge rapide et efficace des patients. Il ne faut donc pas se méprendre, car il ne suffit pas simplement d'avoir recours à des interprètes/traducteurs pour que le problème soit réglé. La situation est bien plus complexe, même si nous n'évoquons pas ici l'influence des cultures d'origine de ces immigrants ni sur leur rapport à la santé ni sur leur accès aux services de santé. Tout compte fait, le risque de mal cerner le message compte tenu de l'existence, entre autres, de variétés régionales en français demeure donc et le travail d'interprétation ou de traduction exige de ce fait davantage d'acuité.

[10] L'Ontario compte 26 régions désignées en vertu de la Loi sur les services en français. Cela signifie que, normalement, dans chacune de ces 26 régions, tous les services offerts au public par les ministères et les organismes gouvernementaux sont disponibles en français ; ce qui donne le droit de demander et de recevoir des services dans la langue officielle de son choix (c'est-à-dire en français ou en anglais) dans ces régions.

[11] Bernèche *et al.* 2012 ; Sørensen *et al.*, 2012 ; Ruel, Allaire, Moreau et Ndengeyingoma, 2018, Van Den Broucke, 2017

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Une étude récente de Sanou, Gauthier, Hien, Michel et Timony (2020) montre aussi que le français ne suffit pas pour accéder aux services de santé à Sudbury. En effet, interrogés sur les 12 mois précédant les entrevues qui ont eu lieu entre fin 2018 et début 2019, un peu plus du quart des répondants (26,7 %, N = 45) ont indiqué avoir éprouvé des difficultés d'ordre linguistique pour obtenir des soins immédiats pour un problème de santé mineur et 55,4 % (N=66) ont été confrontés à diverses difficultés pour accéder à des services socio-sanitaires ; ce qui est de loin supérieur à la moyenne nationale de 23 % relative aux soins immédiats (Clarke, 2016).

On peut donc affirmer que la seule maitrise de la langue française ne permet pas aux immigrants francophones qui parlent peu ou pas du tout l'anglais d'accéder à des services de santé de qualité dans le Grand Sudbury en Ontario.

6 Le français dans l'intégration professionnelle des immigrants francophones

L'intégration sociale est tributaire, entre autres, de la langue, de l'emploi, du revenu, de la famille, de l'éducation, des liens avec les membres de sa communauté (capital social), etc. L'intégration sociale passe donc par une intégration économique qui, elle, est fonction de divers facteurs dont le type de profession pratiquée, l'activité sur le marché du travail, le niveau de scolarité, etc. Cet article jettera un regard uniquement sur le volet *emploi* et sur son pendant *chômage* et tentera de voir quelle influence peut avoir le fait d'être francophone dans la quête d'un emploi en Ontario et à Sudbury. En d'autres termes, même si le besoin d'immigrants francophones est avéré, que des stratégies ont été mises en œuvre pour les attirer (Entrée express, Programme des candidats des provinces, Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord, etc.), ceux-ci parviennent-ils à s'intégrer sur le plan professionnel ? Parviennent-ils à trouver un emploi à la hauteur de leurs attentes et de leurs compétences ? Il apparait que ce n'est malheureusement pas toujours le cas, même si des études montrent que les immigrants[12] au Canada et, en particulier, dans le Nord de l'Ontario ont généralement un niveau de scolarité plus élevé par rapport à la population générale. Par exemple, en 2007, 54 % des nouveaux immigrants ou immigrants récents de 25 à 54 ans (arrivés au cours des cinq années précédant l'étude) détenaient un diplôme universitaire, contre 28 % des immigrants admis il y a plus de dix ans et 22 % des Canadiens de naissance (Statistique Canada, 2009).

En dépit de leur niveau d'instruction et même s'il est reconnu que les immigrants sont les plus actifs sur le marché du travail (Zefi, 2019), leur taux de chômage demeure plus élevé que celui des non-immigrants. En 2006, selon une étude menée auprès de 650 000 immigrés au Canada, le taux de chômage qui se situait autour de 5,5 %, était de 11 % pour les nouveaux immigrants qui sont arrivés entre 2001 et 2006. Ce taux variait toutefois en fonction des régions de provenance des immigrants : 11 % pour l'Asie, 10,5 % pour l'Amérique latine, 8,4 % pour l'Europe, et 20,8 % pour l'Afrique (Batisse et Zhu, 2014, 125). Le constat est simple mais préoccupant :

[12] Il est question ici de l'ensemble des immigrants et non uniquement des immigrants francophones.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

> « Les immigrants nés en Afrique affichent le taux d'emploi le plus bas et le taux de chômage le plus élevé de tous les groupes d'immigrants, et l'écart entre leur taux de chômage et celui des natifs canadiens est particulièrement marqué chez ceux installés au Canada depuis 5 ans ou moins. » (Yssaad et Fields, 2018, 4).

En Ontario, même si le taux de chômage des immigrants est en baisse, il demeure toujours plus élevé par rapport à celui des personnes nées au Canada et le chômage touche plus particulièrement les immigrants récents. En 2017, le taux de chômage des immigrants récents était de 9,3 %, mais de 4,5% chez les non-immigrants (*ibid.*, 2018, 11).

Mais qu'en est-il de la situation des francophones ? Étant donné que les langues sont des moyens d'intégration socioprofessionnelle et que l'Ontario est une province où l'anglais est la langue majoritairement parlée, les immigrants francophones sont plus désavantagés sur le marché du travail s'ils ne la comprennent pas.

Dans le cas des immigrants francophones en dehors du Québec, le taux de chômage est également plus élevé. Par exemple, chez les hommes de 15 ans et plus, en 2011, ce taux s'établissait à 9% chez les immigrants francophones qui avaient le français comme PLOP, à 7% chez les non-francophones et à 8,7% chez les francophones nés au Canada.

Toujours en 2011 et en considérant la PLOP sans distinguer les sexes, les immigrants originaires d'Afrique avaient un taux de chômage de 11,8% et ceux originaires d'Europe, de 6,9%. (IRCC 2017). Sachant que les immigrants issus de communautés ethnoculturelles ou les non-caucasiens font face à un taux de chômage plus élevé et qu'ils sont plus susceptibles d'obtenir des salaires plus bas (Pendakur et Pendakur, 1998 ; Kazemipur et Halli, 2000), sachant que selon le recensement de la population de 2016, les immigrants francophones récents de l'Ontario sont majoritairement originaires d'Afrique 41% pour l'Ontario et 76% pour le Nord de la province et sachant que 57% des immigrants récents du Nord de l'Ontario se sont établis à Sudbury (IPN/NPI, 2019), nous pouvons en déduire que l'intégration professionnelles de ces immigrants francophones constitue un vrai défi.

7 Des défis concrets

Le simple fait de se retrouver dans un pays différent avec des législations différentes expose les immigrants à des obstacles dans leur processus d'intégration professionnelle. Au nombre de ces obstacles, on peut citer l'accès à l'information, la méconnaissance du système, des autorisations, des permis requis ou de la législation pour trouver un emploi ou s'installer à leur propre compte. De plus, si ces informations ne sont disponibles qu'en anglais, elles deviennent alors inaccessibles pour nombre d'entre eux. En effet, la majorité des emplois dans la province exigent une connaissance, voire une maitrise de cette langue. Par conséquent, si l'on considère que le français est un atout en Ontario, la non-maitrise de l'anglais est un handicap qui, souvent, supplante cet atout. Par ailleurs, certains immigrants ne parviennent pas à décocher des emplois pour lesquels ils sont pourtant qualifiés, parce que des expériences ou des diplômes de leurs pays d'origine ne sont pas reconnus au Canada. Il est toutefois évident que si

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

personne ne donne aux immigrants la chance de faire leurs preuves, ils n'auront jamais cette expérience canadienne si prisée et si chère aux yeux de certains employeurs.

À ces défis, il faut ajouter la méfiance de certains employeurs et des formes variées de discrimination que certains immigrants francophones subissent, à cause de la couleur de leur peau, de leur origine, de leur accent, etc. (Rizzuto, 2019 ; Lafontant, 2009 ; Nagra et Maurutto, 2016).

Voici une llustration de la situation dans le domaine de l'enseignement.

Des études montrent en l'occurrence que dans le domaine de l'enseignement en Ontario, même avec des diplômes universitaires canadiens et des accréditations de l'ordre des enseignant(e)s, les immigrants francophones s'insèrent plus difficilement dans leur profession que leurs collègues d'origine canadienne. C'est le cas également dans d'autres provinces comme l'Alberta, le Québec et le Nouveau Brunswick (Duchesne, 2018).

En effet, Duchesne (2018), qui traite de l'enseignement en milieu francophone minoritaire en Ontario, parvient à la conclusion que les immigrants francophones rencontrent nombre de difficultés dans leur intégration dans la communauté de leur corps professionnel. Par exemple, les

> « rivalités […] peuvent survenir lorsque les membres du groupe d'enseignants initialement en place ressentent leur sécurité linguistique de même que leur identité culturelle menacées par l'arrivée de nouveaux collègues qu'ils estiment appartenir à un groupe 'autre' ou 'différent' du leur, » (Duchesne, 2018 : 22).

Au Nouveau Brunswick également, en dépit de la pénurie d'enseignants de français, les immigrants francophones ont du mal à obtenir des postes permanents, car victimes du préjugé selon lequel ils seraient incapables de transmettre la culture acadienne parce que n'étant pas des Acadiens (St-Pierre, 2019) ; Comme si ces immigrants n'étaient pas en mesure de faire l'apprentissage des normes culturelles nécessaires et de les enseigner. Lorsque la langue ne pose pas de problème, on convoque la culture qu'elle véhicule. Le français un atout ?

8 Conclusion

Les tendances démographiques dans le Nord de l'Ontario et pour le Grand Sudbury indiquent une diminution de la population active (vieillissement de la population, dénatalité, émigration des jeunes et de la population active, vers d'autres régions). De plus, la proportion des francophones au sein de la province diminue lentement mais surement à travers le temps. Afin de juguler les conséquences néfastes que cela pourrait avoir sur la démographie, la vitalité des communautés francophones qui sont en situation linguistique minoritaire, ainsi que sur le développement socioéconomique, l'immigration devient une solution convenue au niveau du pays, de la province et de la municipalité du Grand Sudbury. Toutefois, le Nord-est de l'Ontario ainsi que la ville du Grand Sudbury reçoivent, jusqu'à présent, un nombre très réduit d'immigrants. De

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

nouvelles stratégies doivent donc être mises sur pied en vue d'en attirer et d'en retenir davantage. Elles doivent certes faire la promotion de la région et de ce qu'elle a à offrir, mais elles doivent aussi favoriser l'accès des immigrants francophones aux services, notamment à des services de santé de qualité en français, ainsi que leur intégration socioprofessionnelle. Ces stratégies doivent aussi assurer une certaine équité sur le marché du travail surtout vis-à-vis des immigrants francophones et de ceux d'entre eux qui proviennent de groupes ethnoculturels, les minorités visibles.

Une collaboration efficace s'impose donc entre les différents paliers gouvernementaux et municipaux, les services d'établissement ainsi que tous les organismes travaillant avec les immigrants francophones dans le Nord de l'Ontario et plus particulièrement à Sudbury. Leurs interventions dans les domaines du développement économique, de l'entrepreneuriat, de l'employabilité doivent passer par des programmes efficaces et attractifs pour les installer et faciliter leur intégration. Les immigrants qui choisissent de s'établir en Ontario devraient comprendre l'importance de l'anglais pour leur intégration socioprofessionnelle. Il n'est pas acceptable, parce que l'on veut attirer des immigrants, de leur vendre une illusion : celle qu'ils peuvent vivre et travailler à leur guise, d'un bout à l'autre du Canada, dans l'une ou l'autre de ses deux langues officielles.

D'ailleurs, une nouvelle initiative pour promouvoir l'attraction et la rétention des immigrants francophones a été lancée en 2018. Par la suite, 14 municipalités qui constituent des communautés francophones en situation minoritaire ont été retenues à travers le Canada par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour devenir des communautés francophones accueillantes (CFA)[13]. Ces 14 municipalités, parmi lesquelles la ville de Sudbury, reçoivent d'IRCC 12,6 millions de dollars sur 3 ans afin de mettre en œuvre des projets variés visant à faciliter l'arrivée, l'intégration et la rétention d'immigrants francophones. À cet effet, ces municipalités doivent veiller, entre autres, à ce que les immigrants francophones aient accès à des ressources et à des services adéquats en français, qu'ils parviennent à se constituer un capital social, qu'ils puissent utiliser leurs expertises pour accroître la vitalité économique de chacune des régions concernées.

Espérons que les efforts conjugués des différents partenaires en immigration permettront véritablement d' « aider les immigrants et les réfugiés à surmonter les obstacles particuliers auxquels ils peuvent se heurter afin qu'ils puissent s'intégrer à long terme à la société, sans discrimination par rapport aux autres Canadiens » (IRCC, 2019a).

La ville du Grand Sudbury, à travers son Centre de santé communautaire et ses partenaires en immigration, multiplie les efforts dans ce sens, surtout depuis sa désignation comme communauté francophone accueillante. Souhaitons que ces efforts se poursuivent et portent fruits…

Bibliographie

ALLOPROF (2020), *Carte de la fédération canadienne aujourd'hui*, ALLOPROF, Québec, disponible sur : http://www.alloprof.qc.ca/BV/pages/h1360.aspx

[13]FCFA, 2017 et IRCC 2019b

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Aménagement linguistique dans le monde (2020), *Nouveau Brunswick. Données démolinguistiques*, disponible sur : http://www.axl.cefan.ulaval.ca/amnord/nbrunswick.htm#2__Donn%C3%A9es__d%C3%A9molinguistiques

Batisse, C. et Zhu, N. (2014), *Les immigrants sur le marché du travail canadien : double peine pour les non-Occidentaux ?* "Diversité urbaine", 14 (2), 123–146, disponible sur : https://doi.org/10.7202/1035428ar

Belanger, M. (2003), *L'accès aux soins de santé pour les communautés minoritaires de langues officielles : fondements juridiques, initiatives actuelles et perspectives d'avenir*, Rapport du Comité permanent des langues officielles, Ottawa, Chambre des Communes.

Bernèche F. *et al.* (2012), *Littératie en santé : compétences, groupes cibles et facteurs favorables. Résultats québécois de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes 2003*, "Zoom Santé", n. 35, février, p. 1-8.

Bouchard, D. (2001), *L'Accès inégal des Franco-ontariens aux soins de santé*, "Recto Verso", janvier/février, p. 23-24.

Commissariat aux langues officielles (2019), *Infographie : Le fait français en Ontario. Où vivent les francophones en Ontario ?* Disponible sur : https://www.clo-ocol.gc.ca/fr/statistiques/infographiques/presence-francophone-ontario

Duchesne, C. (2018), *Langue, culture et identité : défis et enjeux de l'intégration professionnelle des enseignants d'immigration récente en contexte francophone minoritaire*, dans : "L'école à l'épreuve de la diversité ethnoculturelle de son personnel : regards compréhensifs croisés", Alterstice, Revue internationale de la recherche interculturelle, Volume 8, 2, p. 13-24, disponible sur : https://www.erudit.org/en/journals/alterstice/2018-v8-n2-alterstice05100/1066949ar/

FCFA / Fédération des communautés francophones et acadiennes (2017), *L'immigration francophone. Une diversité qui nous unit. Des collectivités de langue française accueillantes d'un bout à l'autre du Canada*, disponible sur : https://immigrationfrancophone.ca/fr/a-propos/communautes-francophones-accueillantes

Haan M., Arbuckle J., et Prokopenko, E. (2017), *Individual and community-level determinants of retention of Anglophone and Francophone immigrants across Canada*, in : Canadian Studies in Population, 44 no. 1-2, p. 59-76, disponible sur : https://journals.library.ualberta.ca/csp/index.php/csp/issue/view/1918

Hien, A. (2016), *Regard sur la gestion de l'offre de services de santé en français à Sudbury au Canada*, In : Gerolimich Sonia, Vecchiato Sara (Eds.), Le plurilinguisme et le monde du travail / Plurilingualism and the Labour Market. Entre besoins, défis et stratégies / Language needs, challenges and strategies. Language, Multilingualism and Social Change, Volume 26, Berne, Peter Lang, p. 219-236.

Hien, A. (2015), *Médiations linguistique et culturelle pour l'équité dans le domaine de la santé à Sudbury au Canada*, dans : A. Johansen et C. Sablé (dir.), Adaptations aux diversités : médiations et traductions, approches interdisciplinaires, Groupe de linguistique appliquée des télécommunications, Brest, Telecom Bretagne, p. 202-213.

Hien, A. et Corbeil R. (2015), *Allophones hier, francophones aujourd'hui. La DIF changera- telle la donne dans l'offre de services en français en Ontario ?*, dans : Giovanni Agresti et Silvia Pallini (dir.), Les migrations. Entre malaise linguistique et patrimoines culturels, Actes des Sixièmes Journées des Droits Linguistiques (Teramo- Giulianova-Fano Adriano-Pescara, 6-8 novembre 2012). Aracne, Lingue d'Europa e del Mediterraneo, p. 59-74.

Hien, A. et Giroux, M. (2013), *La Loi sur les services en français de l'Ontario et le domaine de la santé : le cas de la ville du Grand Sudbury*, dans Giovanni A. et Schiavone C. (dir.), Plurilinguisme et monde du travail. Professions, opérateurs et acteurs de la diversité linguistique, Actes des Cinquièmes Journées des Droits Linguistiques (Teramo-Giulianova-Civitanova Marche, 19-21 mai 2011), Roma, Aracne, p. 177-195.

Hien, A. et Lafontant, J. (2013), *Iniquités de santé en milieu minoritaire : diagnostic de la situation chez les immigrants francophones de Sudbury*, "La santé des populations de langue officielle en situation minoritaire", Ottawa, Revue canadienne de santé publique, Supplément 1, Volume 104 (6), p. 75- 78.

Institut des politiques du Nord / Northern Policy Institute (2016), *Deux millions de Nordistes*, disponible sur : www.northernpolicy.ca/article/deux-millions-de-nordistes-30315.asp.

Institut des politiques du Nord / Northern Policy Institute (2019), *Les Francophones du Nord de l'Ontario*, disponible sur : https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/presentations/2019/presentation_fr_en_Website.pdf

Immigration, refugiés et citoyenneté Canada (2016), *Plan d'Action Fédéral-Provincial-Territorial Visant à Accroître l'Immigration Francophone à l'Extérieur du Québec*, disponible sur : https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/plan-action-federal-provincial-territorial-immigration-francophone.html.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Immigration, refugiés et citoyenneté Canada (2017), *Les immigrants d'expression française à l'extérieur du Québec et le marché du travail*, disponible sur : https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete
/organisation/rapports-statistiques/recherche/immigrants-expression-francaise-exterieur-quebec-marche-travail.html

Immigration, refugiés et citoyenneté Canada (2018), *Accord Canada-Ontario sur l'immigration* – Annexe C : Immigrants d'expression française, disponible sur : https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/mandat/politiques-directives-operationnelles-ententes-accords/ententes/federaux-provinciaux/ontario/accord-immigration-2017-immigrants-expression-francaise.html

Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (2019a), *Immigration Ça compte. Série de profils économiques : Sudbury (Ontario). Veiller à ce que le Grand Sudbury reste un moteur économique pour la région du nord de l'Ontario : le rôle de l'immigration*, disponible sur : https://www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/pdf/immigration-cacompte/profileconomique-sudbury-ontario-fr-finale.pdf

Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada (2019b), *Atteindre nos objectifs : Stratégie en matière d'immigration francophone*, disponible en ligne sur : https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/strategie-immigration-francophone.html

Kazemipur, A. et Halli, S. S. (2000), *The Colour of Poverty : A Study of the Poverty of Ethnic and Immigrant Groups in Canada*, in : International Migration, vol. 38, no 1, p. 69-88.

Lafontant, J. (2009), *Travail, identité et territorialité : l'immigration subsaharienne dans les communautés francophones en situation minoritaire au Canada*, dans : M. Labelle et F. W. Remiggi (dirs.), Inégalités, racisme et discriminations : regards critiques et considérations empiriques, Université du Québec à Montréal, Les Cahiers de la CRIEC, p. 39-58.

Lavoie A. M., Larocque S., Hien A., St. Onge M., Mageau D. (2016), G*ouvernements, réseaux et infirmières devant les besoins de santé des francophones en situation minoritaire*, In : Sheppard, G., & Tremblay, L. (Eds), Diversity in Research - La diversité dans la recherche - Nooch Gegoo Ndagkendma-daa 2015, Sudbury, Laurentian University, ISBN 9780-88667-091-7 (PDF), disponible sur : https://zone.biblio.laurentian.ca/dspace/handle/10219/2570

Martin T. (2010), *Intégration professionnelle des immigrants francophones dans le secteur des nouvelles technologies : une étude de cas au Manitoba.* Revue du Nouvel-Ontario (35-36), 107-136, disponible sur : https://doi.org/10.7202/1005967ar

Ministère des Affaires francophones (2019), *Services gouvernementaux en français. Obtenez des services en français du gouvernement provincial. Comment obtenir ces services*

Ministère des Affaires francophones (2016), *Profil de la population francophone de l'Ontario*, disponible sur : https://www.ontario.ca/fr/page/profil-de-la-population-francophone-de-lontario-2016.

Moazzami B. (2019), *Projections au nord, série sur le capital humain Grand Sudbury*, Thunder Bay, Northern Policy Institute / Institut des politiques de Nord

Nagra B. et Maurutto P. (2016), Crossing Borders and Managing Racialized Identities : Experiences of Security And Surveillance Among Young Canadian Muslims, Canadian Journal of Sociology, vol. 41, No 2, p. 165-194.

Office des affaires francophones de l'Ontario (2009), *Définition plus inclusive des francophones de l'Ontario*, disponible sur : http://ofa.gov.on.ca/fr/franco-definition.html).

Office des affaires francophones de l'Ontario (2020), *Carte des régions désignées de l'Ontario*, disponible sur : https://files.ontario.ca/ofa_designated_areas_map_fr.pdf

Pendakur, K. et R. Pendakur (1998), *The Colour of Money : Earnings Differentials among Ethnic Groups in Canada*, In : Canadian Journal of Economics, vol. 31, no 3, p. 518-548.

Picard L. et Allaire G. (2005), *2e Rapport sur la santé des francophones de l'Ontario*, Division du programme de recherche d'éducation et de développement en santé publique (REDSP), Sudbury, Institut franco-ontarien.

Rizzuto R. (2019), *Bâtir un chez-soi : Faciliter l'intégration économique des nouveaux arrivants*, disponible sur : https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/rizzuto-gsedc-econ-start-plan_fr.pdf

Ruel J., Allaire C., Moreau A. C., Ndengeyingoma A. (2018), *Concevoir une information en santé pour mieux informer les personnes ayant des compétences réduites en littératie*, dans : Littératie et intelligibilité : points de vue sur la communication efficace en contexte plurilingue, Repères DoRiF n. 16, Roma, DoRiF Università, disponible en ligne sur : www.dorif.it/ezine/ezine_printarticle.php?art_id=404

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Sanou Boroma, Gauthier Alain P., Hien Amélie, Michel Isabelle et Timony Patrick (2020), *Communauté immigrante francophone du Grand Sudbury : un état des lieux des services disponibles et des besoins d'accueil*, Sudbury, Université Laurentienne, Centre de recherche en santé dans les milieux ruraux et du Nord (CReSRN), Recherche en FOCUS sur la Recherche, avril 2020

Sørensen, Kristine, *et al.* (2012), *Health literacy and public health : a systematic review and integration of definitions and models*, BMC Public Health, 12 (80), p. 1-13.

Statistique Canada (2007), *Profils des communautés de 2006*, Recensement de 2006, produit nº 92-591-XWF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa. Diffusé le 13 mars 2007. Toronto, Ontario, disponible sur : http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-591/index.cfm?Lang=F

Statistique Canada (2017), *Immigration and Ethnocultural Diversity : Key results from the 2016 Census*, disponible sur : https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025b-eng.htm.

Statistique Canada (2018), *Taux de rétention cinq ans après l'admission chez les immigrants déclarants admis en 2011, selon la province d'admission*, disponible sur : https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/181210/cg-a002-fra.htm

Statistique Canada (2019), *Étude : Les réfugiés syriens réinstallés au Canada en 2015 et 2016*, disponible sur : https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190212/dq190212a-fra.htm

Statistique Canada (2020a), *Population selon la connaissance des langues officielles et la géographie, 1951 à 2016*, disponible sur : https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1510000401

Statistique Canada (2020b) disponible sur : https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/89-657-x2019001-fra.htm)

Statistique Canada (2020c), *Profil du recensement, recensement de 2011*, disponible sur :https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/prof/details/Page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=35&Geo2=PR&Code2=01&Data=Count&SearchText=Ontario&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=35

Statistique Canada (2020d), *Profil du recensement, Recensement de 2016*, disponible sur :https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=35&Geo2=PR&Code2=01&SearchText=Ontario&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=Language&TABID=1&type=0

St-Pierre, R. (2019), *Pénurie d'enseignants : les nouveaux arrivants dénoncent un paradoxe*. Radio Canada. Ici Nouveau Brunswick, disponible sur : https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1427396/immigration-integration-economique-acadie-enseignement

Van Den Broucke S. (2017), *La littératie en santé : un concept critique pour la santé publique*, dans : Santé en action, n^0 440, juin, 2017, p. 11-13

Zefi C. (2019), *Trouver les points forts et faibles du Nord ontarien lorsqu'il s'agit d'attirer et de conserver de nouveaux arrivants*, dans : La série : Attirer vers le Nord. PARTIE 2/4, Thunder Bay, Institut des politiques du Nord

Zefi C. (2018), *Étude sur la nécessité d'une Stratégie pour les nouveaux arrivants du Nord*, dans : La série : Attirer vers le Nord. PARTIE 1/4, Thunder Bay, Institut des politiques du Nord

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement - Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345